



# Mobiliser l'Aide pour le commerce: gros plan sur l'Amérique latine et les Caraïbes

## Rapport et recommandations

Établis par la Banque interaméricaine de développement (BID)  
et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Novembre 2007

# Mobiliser l'Aide pour le commerce: gros plan sur l'Amérique latine et les Caraïbes

## Rapport et recommandations

---

Établis par la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Organisation mondiale du commerce

### INTRODUCTION

L'examen régional de l'Aide pour le commerce pour l'Amérique latine et les Caraïbes a eu lieu à Lima (Pérou) les 13 et 14 septembre 2007. Il s'agissait du premier des trois examens régionaux de haut niveau organisés dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce lancée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong, en 2005. La conférence a été organisée par la Banque interaméricaine de développement et l'OMC et accueillie par le gouvernement péruvien en coopération avec la Banque mondiale. Pour la première fois étaient rassemblés des ministres du commerce et des finances, des représentants des donateurs bilatéraux, des organismes régionaux et multilatéraux et du secteur privé, pour discuter des moyens de mettre en place les capacités et infrastructures dont les pays ont besoin pour tirer parti de l'économie mondiale dynamique d'aujourd'hui et s'y connecter. Un objectif de la réunion était de recentrer l'initiative Aide pour le commerce, en laissant de côté le débat général pour passer à la mise en œuvre et à la promotion de politiques plus effectives, et était en soi un pas dans cette direction.

Les objectifs principaux étaient les suivants:

- mettre en évidence l'importance centrale du commerce dans les politiques de développement;
- identifier les principaux problèmes de capacité entravant la croissance des exportations;
- souligner l'importance de stratégies commerciales globales aux plans régional et national;
- mettre l'accent sur la nécessité d'un financement accru et efficace; et
- obtenir un engagement politique sur l'action future.

La conférence de Lima a donné lieu à une journée et demie de discussions intenses au cours desquelles de nombreux sujets ont été abordés. Quelque 300 participants en provenance de l'Amérique latine, des Caraïbes et d'ailleurs étaient présents – y compris le Président du Pérou, 13 ministres du commerce ou des finances, trois chefs de secrétariat d'organisations internationales, de hauts fonctionnaires, des représentants en vue du secteur privé et des représentants d'organismes donateurs clés. La réunion a commencé par un dialogue libre sur la pertinence de l'initiative Aide pour le commerce pour la région, s'est poursuivie par des séances parallèles en petits groupes consacrées à des questions clés intéressant l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes, auxquelles a succédé une discussion des partenariats pour le financement et s'est terminée par une table ronde ministérielle sur les priorités et les étapes suivantes. Des réunions annexes ont aussi été consacrées au rôle central du secteur privé, à l'importance du suivi et de l'évaluation et aux problèmes que soulève le respect des normes internationales.

Le présent rapport rend succinctement compte de ces discussions. Il recense certains des principaux thèmes qui se sont dégagés, suggère des objectifs généraux pour l'action future et propose des recommandations sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints – esquissant un plan d'action pour faire avancer l'initiative à moyen terme tout en jetant les bases d'une stratégie à plus long terme. En tant que tel, il représente une contribution importante à l'examen global sur l'Aide pour le commerce qui doit se tenir à Genève, dans le cadre de l'OMC, les 20 et 21 novembre 2007.

## **SÉANCE PLÉNIÈRE**

La réunion a montré que se dégagait une interprétation commune des besoins de la région et de l'importance que revêt l'Aide pour le commerce. La mondialisation modifie la dynamique du développement, créant pour les pays de nouvelles possibilités de mettre le commerce au service de la croissance et de la réduction de la pauvreté mais exerçant aussi sur eux de nouvelles pressions les incitant à renforcer la compétitivité et à se "connecter" plus efficacement aux marchés mondiaux. Ces changements intéressent particulièrement les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont la plupart sont fortement tributaires du commerce et qui ont des stratégies économiques reposant de plus en plus sur la croissance des exportations.

Les participants étaient conscients des problèmes que rencontraient l'Amérique latine et les Caraïbes dans une économie mondiale de plus en plus compétitive et interdépendante. Les coûts du commerce sont souvent plus élevés dans cette région que dans de nombreux autres pays en développement par suite de carences des infrastructures matérielles, de faiblesses institutionnelles et de structures réglementaires inefficaces. Ces coûts nuisent à la compétitivité de la région sur les marchés mondiaux et réduisent les gains tirés du commerce, de l'investissement et de l'innovation technologique.

Le commerce, l'investissement et l'intégration mondiale sont de plus en plus au centre des priorités pour de nombreux pays de la région, en particulier ceux qui ont des accords commerciaux ambitieux avec de grands partenaires commerciaux industrialisés. Un accès aux marchés amélioré – y compris grâce à la conclusion positive du Cycle actuel de négociations multilatérales de Doha – est essentiel pour créer de nouveaux débouchés commerciaux et de nouvelles possibilités d'investissement. Cela confère un rôle central à la lutte contre la pauvreté dans la région, même si tous les participants ont reconnu que cela ne pouvait être que l'un des éléments de la stratégie de développement. De l'avis général, des politiques nationales complémentaires – en particulier pour régler les aspects distributionnels de la réforme du commerce – étaient nécessaires pour tirer parti des gains découlant du commerce.

Au cours de la réunion, l'accent a clairement été mis sur la nécessité d'un financement accru et plus efficace, y compris grâce à une utilisation plus judicieuse de l'aide au développement et des prêts multilatéraux. Plus généralement, il a été reconnu qu'en plus de l'aide, le commerce, l'investissement et les réformes intérieures étaient les principaux moteurs du développement économique mais que l'assistance financière, si elle était investie de manière stratégique, pouvait constituer un important catalyseur de croissance des exportations et de compétitivité.

## **SÉANCES EN PETITS GROUPES**

Les séances en petits groupes ont fait apparaître une interprétation commune des objectifs de l'Aide pour le commerce et des besoins de la région.

## **SÉANCE SUR LES STRATÉGIES NATIONALES: GROS PLAN SUR L'AMÉRIQUE DU SUD**

L'objectif de la séance était d'examiner la manière d'intégrer le commerce dans les programmes nationaux de développement. Les participants étaient saisis d'une étude du Pérou mais ont aussi écouté avec profit les représentants d'autres pays évoquer leur expérience. Des représentants sud américains se sont déclarés favorables à l'initiative Aide pour le commerce tout en soulignant l'importance d'éliminer ce qui subsistait du protectionnisme en menant à bien le Cycle de Doha. Conformément au principe de cohérence des politiques, l'Aide pour le commerce devrait donc être vue comme un complément et non un substitut de l'ouverture du commerce multilatéral.

Étant donné la maturité de leurs institutions et leur capacité d'appliquer aux projets de développement une gestion axée sur les résultats, la plupart des pays de cette sous région s'attendent à exercer un contrôle substantiel sur la mise en œuvre de l'initiative. Ils espèrent aussi que les fonds additionnels conjugués à l'importance nouvelle accordée à l'Aide pour le commerce serviront de catalyseur à des changements de portée beaucoup plus vaste. Le risque est que l'initiative soit considérée comme trop réduite pour influencer sur les comportements.

Au niveau opérationnel, la discussion a surtout porté sur les arrangements réussis de coopération Nord Sud, Sud Sud et triangulaire Nord Sud Sud, qui pourraient être reproduits dans d'autres régions, tels que le Fonds pour la convergence structurelle (FOCEM) du MERCOSUR, le Programme de remplacement des importations par des produits concurrents (PSCI) et le système d'exportation facile "Exporta Fácil" pour les petites et moyennes entreprises. De même, l'accent a été mis sur des programmes régionaux tels que l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA), qui soutient le développement et l'intégration de l'infrastructure dans les domaines de l'énergie, du transport et des télécommunications, et s'étend à 12 pays appartenant à deux blocs commerciaux régionaux différents.

## **SÉANCE SUR LES STRATÉGIES RÉGIONALES: GROS PLAN SUR LES CARAÏBES**

L'objectif de la séance était d'examiner les raisons justifiant que les pays adoptent des solutions opérationnelles communes au niveau régional. À titre d'exemple, les participants ont examiné les Caraïbes dans leur ensemble et une sous région qui en fait partie, l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS), qui illustrent le fait que les initiatives régionales viennent compléter les stratégies nationales et devraient être conçues au cas par cas en fonction des besoins spécifiques de coopération transfrontières. Les Caraïbes ont une longue et riche expérience de l'élaboration de stratégies régionales et de l'utilisation d'une aide régionale liée au commerce. D'importants programmes d'aide ont été conçus pour renforcer la capacité de négociation commerciale, élaborer des cadres réglementaires, consolider les institutions et faciliter l'ajustement face à l'évolution des marchés internationaux des principaux produits d'exportation.

Tout en reconnaissant les avantages de ces programmes, les participants ont souligné l'importance de resserrer la coordination des donateurs, de mettre l'accent sur les besoins spéciaux et priorités identifiés par les pays bénéficiaires, y compris l'infrastructure, et d'améliorer la gestion de l'aide et la capacité d'évaluer son efficacité. Les participants ont souligné la nécessité d'amplifier l'assistance financière afin d'équilibrer l'offre et la demande et ont suggéré de faire porter les efforts sur les priorités clés au cours des années à venir afin de mobiliser un soutien pour les initiatives régionales par le biais de projets pilotes.

## **SÉANCE SUR LES STRATÉGIES DU SECTEUR PRIVÉ: GROS PLAN SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LE MEXIQUE**

La séance visait à examiner le rôle du secteur privé en tant qu'élément central de l'intégration du commerce, et en tant que fournisseur et bénéficiaire de l'Aide pour le commerce. L'étude du cas de l'Amérique centrale et de celui du Mexique, où des pressions s'exercent sur les entreprises privées pour qu'elles s'adaptent afin de pouvoir faire concurrence aux États Unis dans les zones de libre échange entre la République dominicaine et l'Amérique centrale ou de l'ALENA, a démontré que le secteur privé pouvait avec succès soutenir la mise en place des politiques et des institutions nationales. Les participants ont souligné qu'il était urgent de continuer de soutenir le développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat dans la région et se félicitaient par conséquent de l'initiative Aide pour le commerce. Ils ont mentionné les obstacles importants qui compromettent la rentabilité et la durabilité de la capacité du secteur privé et ont indiqué que l'Aide pour le commerce pourrait faire beaucoup pour surmonter ces obstacles. À cet effet, l'initiative devrait donner lieu à des actions spécifiques et pragmatiques visant des secteurs prioritaires pour le développement du secteur privé.

Parmi ces priorités, les participants ont cité la mise en place d'infrastructures adéquates, y compris dans le cadre d'initiatives régionales telles que le Plan Puebla Panama (PPP) et de systèmes éducatifs appropriés ainsi que la nécessité de perfectionner et de diversifier les exportations et d'en assurer la durabilité, de mettre au point des modèles novateurs pour les entreprises et de renforcer la capacité du secteur privé d'exploiter les ressources existantes et de respecter les normes internationales. Les participants ont insisté sur le fait que l'horizon temporel des opérations commerciales était très souvent beaucoup plus court que celui des politiques publiques ou des programmes de coopération internationale. Il était donc essentiel pour que le secteur privé continue de s'intéresser à l'initiative Aide pour le commerce que cette dernière donne des résultats tangibles à court terme.

### **Questions transversales**

Outre les questions spécifiques mentionnées plus haut, les participants à la conférence ont abordé un certain nombre de questions transversales.

#### **I. Prise en charge par les pays**

**Promouvoir le leadership national.** Les gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes reconnaissent de plus en plus l'importance du commerce et de la compétitivité pour la réalisation de leurs objectifs de développement et la nécessité de faire de la croissance du commerce un pilier central de leurs stratégies nationales. Le défi consiste en partie à améliorer la coordination des politiques – et la fixation de priorités – entre les nombreux ministères et organismes gouvernementaux qui ont maintenant un lien avec le commerce, y compris ceux qui s'occupent des finances, de l'agriculture, du travail et de la planification économique. Améliorer la contribution du commerce à la croissance et faire en sorte que ses avantages soient équitablement répartis doivent être l'objectif de l'ensemble du gouvernement et non pas seulement du ministère chargé du commerce.

**Coordination effective des parties prenantes.** Une autre tâche importante consiste à faire en sorte que les priorités et stratégies en matière de commerce soient "prises en charge" par la société en général, en œuvrant au renforcement du consensus public sur la nécessité de l'investissement et de la réforme du commerce et en associant un large cercle de parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques commerciales et des politiques économiques en général. La réussite dans l'économie mondiale intégrée d'aujourd'hui passe par une compétitivité systémique, des politiques cohérentes et un large soutien public. Tout cela nécessite à son tour un dialogue et des alliances de haut niveau entre de multiples parties prenantes.

**Place à un “large” programme pour le commerce.** Si l’ouverture du commerce est nécessaire à la croissance et au développement économique de la région, elle ne suffit pas. Les pays ont aussi besoin de politiques complémentaires et d’institutions pour tirer parti des conditions d’accès aux marchés; d’infrastructures suffisantes pour se connecter effectivement et efficacement à l’économie mondiale; de systèmes douaniers et de structures logistiques commerciales efficaces pour conserver une position compétitive dans les chaînes de valeur mondiales; de cadres réglementaires renforcés pour satisfaire aux normes internationales publiques et privées et de politiques d’ajustement adéquates favorisant une transition harmonieuse et équitable vers un régime commercial plus ouvert. Les participants ont estimé que la vaste portée de l’initiative Aide pour le commerce englobait de manière adéquate les nombreux défis liés au commerce que devait relever la région.

**Équilibre entre le commerce et le développement par le biais de politiques complémentaires.** Il est important de faire en sorte que non seulement la politique de développement renforce le commerce mais que la politique commerciale renforce le développement – en consolidant les liens entre commerce, croissance économique, réduction de la pauvreté, inclusion sociale et développement durable. Les gouvernements doivent veiller à ce que les gains tirés du commerce soient largement répartis et que des politiques complémentaires règlent les aspects distributionnels de la réforme du commerce de manière à ce que les avantages parviennent à une majorité de la population, en particulier les pauvres. Les investissements effectués par le biais de l’Aide pour le commerce dans l’infrastructure, l’éducation et l’aide à l’ajustement ont entre autres cela d’intéressant qu’il en découle des avantages pour le développement allant au delà de la compétitivité commerciale.

**Adapter l’Aide pour le commerce aux besoins de l’Amérique latine et des Caraïbes.** L’Amérique latine et les Caraïbes sont des régions uniques, ayant des besoins et des priorités spécifiques en matière d’Aide pour le commerce. De plus, au sein de ces régions, la situation et les besoins commerciaux des pays peuvent aussi beaucoup varier. Ces réalités soulignent la nécessité d’une prise en charge par les pays des programmes et projets relevant de l’Aide pour le commerce, d’un vaste éventail de solutions pratiques adaptées aux besoins de chaque région et de réponses “axées sur la demande” de la part des donateurs et des organismes internationaux.

**Faire fond sur les analyses et évaluations des besoins déjà effectuées.** De nombreux pays d’Amérique latine et des Caraïbes ont déjà consenti de gros efforts pour recenser leurs besoins en matière d’Aide pour le commerce et leur affecter des degrés de priorité dans le cadre de négociations spécifiques. Dans de nombreux cas, le problème est de mettre à jour, d’adapter et de récapituler ce travail existant, qui est souvent d’excellente qualité, au lieu de tout recommencer à zéro.

## **2. Approches régionales**

**Identifier des priorités et stratégies régionales.** Une autre priorité est d’améliorer la coordination des politiques, d’aligner les mesures d’incitation et de mettre en commun les ressources au niveau régional. De nombreuses priorités en matière de capacité commerciale, en particulier pour les petits pays et/ou les pays sans littoral, ont une portée plus régionale que nationale. Les pays d’Amérique latine et des Caraïbes ont déjà de l’expérience en ce qui concerne les arrangements régionaux qui ont contribué à encourager le commerce, l’investissement et la coopération transfrontières. Certains ont mis en place des mécanismes et institutions pour exploiter les économies d’échelle en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre des programmes et projets régionaux. Il y a cependant des possibilités considérables d’action pour exploiter et développer les approches régionales, en ce qui concerne en particulier la coordination des politiques, la fixation des priorités et l’amélioration du financement.

**Appliquer le principe de subsidiarité.** Choisir le bon niveau de subsidiarité – c’est à dire la répartition optimale des responsabilités à l’échelon régional, national et local – exige une coopération étroite entre les intervenants nationaux et régionaux et une coordination appropriée des politiques. Les institutions régionales peuvent jouer un rôle pour identifier des projets et coordonner les donateurs

et les pays de la région, mais les initiatives régionales ne peuvent pas être conçues ou mises en œuvre séparément des politiques nationales et même locales. De fait, les programmes régionaux viennent compléter les programmes nationaux et non s'y substituer.

**Géométrie variable des programmes régionaux.** Pour les régions, comme pour les pays, une approche "universelle" ne convient souvent pas. Les initiatives régionales devraient être conçues au cas par cas, en fonction de l'objectif d'une coopération transfrontières (intégration commerciale, harmonisation réglementaire, intégration physique de l'infrastructure ou initiatives environnementales).

### 3. Priorités clés

**Infrastructure liée au commerce et biens publics régionaux.** Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont souligné l'importance qu'il y ait des biens publics régionaux tels que structures réglementaires, initiatives environnementales et infrastructure de transport (établissement de réseaux). En outre, ils ont insisté sur la nécessité de développer les activités régionales existantes concernant notamment la mise en commun des compétences en matière de négociation, les équipements et établissements régionaux d'essais, les organismes réglementaires régionaux et les réseaux de transport régionaux. À cet égard, de l'avis général, les organismes régionaux jouaient un rôle dans le contexte de l'aide et pouvaient contribuer à la mise en œuvre de nouveaux projets dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

**Financement du commerce et développement des exportations des PME.** L'élargissement du champ des initiatives concernant le financement du commerce a été identifié comme une priorité pour la région. Le fait d'accroître la portée du financement du commerce pourrait jouer un rôle important pour surmonter les contraintes liées aux ressources et à la prise de risques. Un meilleur accès aux marchés internationaux permettrait aux micro, petites et moyennes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes de se développer et de créer des emplois et de la richesse en tirant parti des avantages découlant du commerce. On pourrait faciliter l'accès au financement grâce, par exemple, à l'expansion d'initiatives comme le programme de facilitation du financement du commerce de la BID pour les micro, petites et moyennes entreprises.

**Facilitation des échanges et normes.** Le renforcement de la capacité technique et institutionnelle pour améliorer les procédures de facilitation des échanges et les normes est essentiel pour la région. Il est prioritaire en particulier de remédier à l'insuffisance des moyens du secteur privé, notamment la capacité des PME de respecter les normes SPS et autres. En outre, les pays ont souligné la nécessité de promouvoir une harmonisation des réglementations commerciales à la frontière pour réduire le coût des transactions et faciliter les échanges.

**Promotion et diversification des exportations.** Il est essentiel de soutenir les organismes de promotion des exportations par le biais d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités institutionnelles pour atteindre l'objectif de diversification des exportations de la région et remplacer les exportations fondées sur les ressources par des exportations à valeur ajoutée et à forte intensité technologique. Les régions possèdent une vaste expérience des activités de promotion des exportations, domaine dans lequel l'échange de renseignements et la diffusion des meilleures pratiques entre les organismes d'Amérique latine et des Caraïbes pourraient apporter des avantages importants à l'ensemble des régions.

### 4. Partenariats entre secteur public et secteur privé

**Participation du secteur privé.** Le rôle du secteur privé, en tant que facteur déterminant pour le commerce et l'intégration économique, et en tant que bénéficiaire aussi bien que fournisseur de l'Aide pour le commerce, a été l'un des principaux thèmes de la discussion. Les gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes reconnaissent de plus en plus la valeur des compétences techniques et de la

base de connaissances du secteur privé et comprennent l'importance de trouver des moyens efficaces d'associer les acteurs du secteur privé à la conception et à la mise en œuvre des stratégies commerciales. L'Aide pour le commerce devrait être utilisée pour mettre en place des institutions du secteur privé susceptibles de travailler en partenariat avec les pouvoirs publics à l'élaboration des politiques. Les grandes entreprises peuvent aussi être des fournisseurs potentiels d'Aide pour le commerce, par le biais de l'assistance technique ou de l'exécution directe des projets (par exemple dans le domaine de la facilitation des échanges).

**Mobilisation du secteur privé.** Des représentants du milieu des affaires ont cité l'infrastructure et l'éducation comme les entraves majeures à la croissance du commerce. L'Aide pour le commerce pourrait être utilisée pour financer l'infrastructure et renforcer la capacité du secteur privé de diverses manières, y compris: la formation technique (par exemple en vue du respect des normes SPS ou des prescriptions concernant l'origine), le renforcement des capacités, la promotion des exportations, le financement du commerce et les investissements dans les infrastructures matérielles. Les gouvernements et le secteur privé pourraient aussi coopérer plus étroitement pour promouvoir l'innovation technologique, renforcer la capacité de se conformer aux normes internationales, et mieux positionner les PME dans les chaînes de valeur mondiales dynamiques. En coopérant plus efficacement, les secteurs public et privé pourraient aussi exploiter les synergies et les économies d'échelle en ce qui concerne les activités de formation, les initiatives de promotion des exportations et la rationalisation des réglementations régionales et des règles commerciales. Du fait que l'horizon temporel du secteur privé est souvent court – et qu'il est davantage axé sur les résultats – les programmes et projets d'Aide pour le commerce devaient être conçus et mis en œuvre d'une manière conforme aux principes de l'entreprise et favorable aux entreprises.

**Échange de renseignements.** Dans une économie où les connaissances sont de plus en plus importantes, les pouvoirs publics comme le secteur privé ont un rôle clé à jouer s'agissant de faciliter l'échange de renseignements et d'exploiter les avantages comparés dans ce domaine. Les gouvernements peuvent fournir des renseignements sur les règles commerciales ou les débouchés commerciaux – ou peuvent faciliter l'accès aux établissements universitaires et financiers qui collectent des renseignements aux niveaux tant national qu'international.

## **5. Financement accru et effectif**

**Amplifier l'assistance financière.** Les participants ont exprimé des attentes modérées quant à la disponibilité de fonds additionnels pour mettre en œuvre l'initiative Aide pour le commerce. Il sera essentiel d'avoir des certitudes concernant l'ampleur de l'initiative pour obtenir un engagement durable dans la région. La question de savoir comment tirer au mieux parti d'un niveau adéquat de ressources a été un des thèmes centraux des discussions. Les participants ont souligné que lorsque démarrera la mise en œuvre de l'initiative Aide pour le commerce, il faudra prendre des mesures concrètes pour mener à bien les tâches les plus pressantes et faire en sorte que l'élan acquis ne se perde pas.

**Tirer parti des ressources financières.** La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont un accès limité aux ressources allouées à titre de don et aux prêts accordés à des conditions de faveur dans le cadre de l'APD. Les prêts à des conditions commerciales et les prises de participation seront donc essentiels pour répondre aux besoins de la région en matière de capacité liée au commerce et d'infrastructure. Les dons consentis au titre de l'Aide pour le commerce peuvent fournir un capital initial indispensable à de grands programmes infrastructurels et autres interventions du côté de l'offre nécessitant un financement à des conditions commerciales, qu'ils contribuent ainsi à activer. Une question clé était de savoir comment rendre plus accessibles les prêts multilatéraux – par exemple en facilitant la “combinaison” avec l'aide des donateurs. Une autre question essentielle était comment accroître les incitations à l'investissement privé dans le renforcement des capacités commerciales et développer les possibilités de partenariat entre secteur public et secteur privé.

**Développer les instruments de financement régionaux.** Les investissements régionaux offrent un potentiel de rentabilité élevée, dans la mesure où les faiblesses de la coordination peuvent empêcher la fourniture des biens publics régionaux dans des conditions optimales. La possibilité d'obtenir des dons pour financer les biens publics régionaux peut contribuer à régler le problème. De même, la difficulté d'aligner les garanties souveraines nationales pour accéder aux mécanismes de prêt pour les projets régionaux nécessite l'élaboration de nouveaux instruments financiers régionaux. L'identification d'un nombre réduit de projets pilotes permettant de mettre les nouveaux instruments à l'essai peut contribuer à renforcer le soutien en faveur de nouvelles initiatives régionales.

## RECOMMANDATIONS

Pour atteindre ces objectifs, la BID et l'OMC formulent les recommandations ci après – un plan d'action conjoint sur l'Aide pour le commerce – à présenter à l'examen global sur l'Aide pour le commerce qui se tiendra les 20 et 21 novembre à Genève:

- encourager les pays et les sous régions à préciser leurs contraintes structurelles et goulets d'étranglement au niveau des politiques qui entravent le plus le commerce en se fondant sur les études et évaluations des besoins existantes;
- actualiser les plans d'action – ou de mise en œuvre – nationaux et régionaux pour répondre aux priorités essentielles, y compris l'identification des calendriers, des mandats institutionnels et des ressources financières pour la mise en œuvre;
- approuver la constitution d'un "réseau de soutien à l'Amérique latine et aux Caraïbes dans le cadre de l'Aide pour le commerce" – dirigé par la BID et l'OMC, associant représentants des pays, secrétariats régionaux, donateurs chefs de file, organismes multilatéraux et régionaux et représentants du secteur privé, pour aider les pays et les sous régions à préciser les priorités et élaborer des plans d'action;
- explorer les possibilités de financement de projets pilotes prioritaires dans le cadre des ressources disponibles existantes et/ou demander la création de mécanismes financiers régionaux spécifiques pour financer les projets inscrits dans les plans d'action;
- établir une feuille de route et un calendrier pour suivre les progrès accomplis, y compris une conférence régionale visant à faire le point de la situation qui se tiendrait dans un pays de la région, suivie d'une conférence consacrée aux mesures concrètes.



**BANQUE INTERAMERICAINE  
DE DEVELOPPEMENT**

**ORGANISATION  
MONDIALE  
DU COMMERCE**

